QUELLES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION POUR LES PETITS ETATS EN RELATIONS INTERNATIONALES ? LE CAS DU QATAR. Par Lama FAKIH

dimanche 10 juillet 2022, par FAKIH

Dans cet article, l'auteure (1) analyse la construction de la puissance, « souvent oubliée dans un monde pacifié par l'économie ». La recherche de puissance - ici appliquée en particulier au Quatar - passe par de multiples ressources mais aussi ***par une volonté*** *qui prenne en compte plusieurs éléments stratégiques (citons le hedging et la diplomatie de niches). Cette étude appuyée sur plusieurs faits historiques, permettra aux lecteurs de comprendre les nombreuses contradictions apparentes dans les positions des Etats et singulièrement celles des plus petits. Un texte essentiel dans le monde actuel où l'idée de puissance revient de façon brutale. Mais celle-ci n'est jamais une garantie de réussite et surtout de permanence. Madame Fakih démontre aussi l'insondable fragilité d'une puissance presque entièrement construite en termes de soft power et de réputation. A méditer dans un monde instable dominé par l'incertitude et les bouleversements en cours.*

(1) Lama FAKIH, Docteur en relations internationales, Université Saint Joseph, Beyrouth.

QUELLES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION POUR LES PETITS ETATS EN RELATIONS INTERNATIONALES ? LE CAS DU QATAR

Le Qatar est traditionnellement perçu comme un micro-Etat dénué des attributs classiques de la puissance. Son emplacement géographique le place certes parmi les pays les plus riches en hydrocarbures. Mais jusqu'en 1995, date du coup d'Etat de Hamad Ben Khalifa Al Thani contre son père en 1995, les ressources énergétiques du pays sont peu exploitées. Véritable tournant dans l'histoire de l'émirat, son accès au pouvoir dote Doha de moyens politiques, économiques et même sociaux lui conférant un positionnement nouveau dans les relations internationales. Peut-on alors continuer à considérer le Qatar comme un simple micro-Etat ? Un petit Etat peut-il devenir une puissance ?

Dans le milieu des années 2000, le Qatar, petit Etat du Golfe arabo-persique s'affirme sur la sphère diplomatique régionale par le biais de plusieurs médiations. Celles-ci connaissent leur apogée en 2008, lorsque l'intervention de l'émirat réussit à mettre fin à la crise interne qui paralyse l'appareil politique et institutionnel libanais, dégénérant en affrontements armés dans les rues de Beyrouth.
Avec le déclenchement des « printemps arabes » en 2011, Doha confirme sa stature de pôle influent et conforte son leadership au sein du monde arabe, abandonnant sa neutralité tant revendiquée pour intervenir militairement sur le terrain en Libye par exemple, aux côtés de puissances comme la France, ou en armant et finançant divers groupes islamistes sur les autres scènes.
Les échecs successifs que connaissent ces formations extrémistes et la violence inouïe dont elles font preuve, donnent lieu à des changements géopolitiques et des reconfigurations au Moyen-Orient qui viennent interroger le rôle de puissance régionale que le Qatar a œuvré à acquérir et renforcer depuis plusieurs années.
Sa résistance au blocus imposé par certains de ses voisins en 2017 et son intervention en Afghanistan suite à la prise de Kaboul par les Talibans en août 2021 nous invitent à pousser la réflexion autour de ce sujet.
Notre article se veut un retour sur l'évolution de cet émirat et son positionnement dans son environnement immédiat et plus global avec une insistance sur son rôle de médiateur : en nous appuyant sur le modèle qatari, nous nous demandons si un petit Etat peut accéder au statut de puissance.
Pour ce faire, en s'affirmant sur les scènes régionale et mondiale (1), le Qatar développe d'abord un soft power qui se distingue entre autres par ses médiations (2), puis adopte une attitude plus agressive durant les printemps arabes (3), avant de se positionner à nouveau à l'échelle internationale en intervenant diplomatiquement sur certaines questions telle que la question afghane (4).

Le positionnement progressif du Qatar sur les scènes régionale et internationale

Le Qatar est un petit-Etat de 11571 Km2 situé dans le golfe arabo-persique, entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. En 1995, le prince héritier Hamad Ben Khalifa Al Thani prend le pouvoir suite à un coup d'Etat contre son père alors en déplacement en Suisse. Le pays dispose à cette époque d'une faible démographie [1], d'une armée modeste et de moyens financiers limités. En effet, comme dans la plupart des pays du Moyen-Orient et autres dictatures où les fonds publics et privés se confondent, l'émir déchu a bien pris soin de conserver tout l'argent du Qatar en son nom propre dans des banques à l'étranger. Parallèlement, l'émirat est en proie à une instabilité politique du fait de la tradition de coup d'Etat que connait Doha depuis de longues années : en effet les prédécesseurs de Hamad ont quasiment tous accédé au trône par la force. Enfin, sa géopolitique difficile est accentuée par des litiges frontaliers avec ses voisins, notamment l'Arabie Saoudite et le Bahreïn.
Face à toutes ces contraintes, le seul atout dont jouit le Qatar est son sous-sol qui regorge de gaz naturel. Atout qui s'avère également être une source de menaces, car susceptible d'attiser les convoitises de ses voisins, de l'Iran en particulier, avec qui il partage dans ses eaux territoriales le plus important gisement au monde, le North Dome/South Pars qui s'étend sur 9700 km2, dont 6000 km2 au large de l'émirat.
Ainsi, en 1995, le Qatar n'a quasiment aucun critère matériel de puissance. C'est un petit Etat menacé dans sa souveraineté par de nombreux risques [2].

Devant tous ces handicaps structurels, l'émir Hamad déploie un ensemble de stratégies à l'interne et à l'externe, au-devant desquelles *l'alliance stratégique avec les Etats-Unis.* La guerre du Golfe en 1990-1991 constitue en effet un tournant historique dans les relations entre les deux pays. Avec l'annexion du

Koweït par l'Irak, le Qatar prend conscience de sa propre vulnérabilité et de la facilité par laquelle l'un de ses puissants voisins pourrait l'envahir. Il se rend aussi à l'évidence de l'incapacité de l'Arabie Saoudite à protéger les petits émirats qui l'entourent. Le parapluie sécuritaire américain est donc le seul capable d'assurer sa survie dans l'entourage mouvementé du Golfe. Ce choix confère à Doha une protection totale sous plusieurs conditions et permet l'émergence du Qatar comme allié régional privilégié par Washington. Cette alliance perdure encore aujourd'hui. Elle se manifeste clairement lors de l'évacuation des ressortissants américains et autres occidentaux et Afghans de Kaboul en août 2021 ; l'ambassadeur qatari n'hésitant pas à les accompagner en personne, leur conférant de surcroit l'immunité nécessaire pour traverser les checkpoints talibans. A ce sujet, le ministre des affaires étrangères Mohamad Ben Abdel Rahman Al Thani témoigne : *« notre relation avec les Etats-Unis est très importante ; c'est notre partenariat le plus stratégique. Les Etats-Unis ont été notre allié stratégique. Nous nous sommes toujours soutenus, y compris dans les moments les plus difficiles » [3].*

La deuxième stratégie employée par Doha dans son affirmation, est l'adoption de la politique de *« hedging »* [4]. Emprunté au lexique de la finance, ce terme désigne en relations internationales le fait d'entretenir de bonnes relations avec des acteurs opposés, de miser sur des options contradictoires pour réduire des risques éventuels sur le long terme. La stratégie de *« hedging »* désigne ainsi un schéma comportemental spécifique différent des attitudes extrêmes d'alignement ou d'endiguement, choix qui peuvent s'avérer très dangereux compte tenu de l'écart de puissance qui existe entre les Etats. Elle propose d'adopter une position équilibrée et réfléchie pour garder de bonnes relations avec tous les Etats, notamment les plus puissants. Elle permet aux « petits » de gagner de l'influence dans le but ultime de promouvoir leur autonomie politique.
Aussi, l'émirat accueille-t-il sur son sol le USCENTCOM, la plus importante base américaine en dehors du territoire américain, tout en servant d'exil à des figures islamistes diverses et en hébergeant un organisme représentant officiellement les Talibans. De même, il accueille une représentation commerciale israélienne depuis 1996 et cultive des liens politiques avec l'Etat hébreux, tout en soutenant le Hezbollah libanais (du moins jusqu'en 2010), en entretenant des relations cordiales avec l'Iran et en finançant Al Jazeera qui s'est longtemps distinguée par sa ligne éditoriale arabisante et sa dénonciation des exactions de Tel Aviv à l'égard des Palestiniens. Son *« hedging »* se manifeste également au niveau identitaire, le Qatar se revendiquant de l'école wahhabite mais faisant de Youssef Al Qaradawi, figure emblématique des Frères musulmans, la caution religieuse du régime de Hamad Ben Khalifa Al Thani afin de le légitimer devant les franges les plus conservatrices de la société.

La troisième stratégie employée par le Qatar est la diplomatie de niches [5]. Généralement adoptée par les petits Etats, mais également par les puissances moyennes, elle consiste à privilégier des champs d'action bien précis, en y concentrant toutes ses ressources afin de générer les meilleurs rendements, ainsi qu'une une large reconnaissance internationale [6]. L'accent est donc mis sur l'action « exclusive » de l'Etat, plutôt que sur une démarche collective qui réduirait ses choix et ses possibilités d'intervention. Ceci dit, l'initiative prise par l'Etat se doit d'être conçue avec précision, en corrélation avec les intérêts nationaux et éventuellement régionaux fondamentaux.
Dans le cas du Qatar, l'adoption de cette politique lui confère une image de marque nationale et une visibilité à l'échelle internationale. Il se forge de surcroit une réputation d'Etat neutre, ami de tous, *« bon citoyen international »*, moderne, ouvert à l'occident tout en restant fidèle à son identité arabo-musulmane. Pour ce faire, il élargit ses investissements à travers le monde par le biais de son fonds d'investissement souverain, la Qatar Investment Authority (QIA), notamment dans les grandes capitales. De même qu'il développe des éléments de *soft power* tels que l'éducation, le sport, la culture, *Al Jazeera*, et les médiations sur lesquelles nous insistons particulièrement dans notre article.

Les médiations, niche privilégiée de la diplomatie qatarie

Dans la deuxième moitié des années 2000, le Qatar fait de la médiation une niche privilégiée de sa politique étrangère. Généralement, les petits Etats optent pour le parrainage de médiations dans le but de manifester leur engagement à l'égard de la paix internationale, qui constitue pour eux un élément constructif de leur image de marque nationale, tout en renforçant leur *soft power* et leur influence culturelle [7]. Leur statut de médiateur est facilité par un passé exempt de recours à la force armée, qui consolide leur impartialité et leur crédibilité dans les missions qu'ils entendent mener.
Le Qatar n'opte pour ce choix stratégique que tardivement dans la mesure où le rôle de médiateur nécessite une posture régionale imposante et des ressources financières que le Qatar n'a pas encore en 1995. Il est de plus favorisé par un contexte géopolitique qui lui offre des opportunités d'intervention. Celles-ci permettent à l'émirat de promouvoir un environnement régional stable et propice à leurs investissements, de se forger une réputation de faiseur de paix et de se positionner dans la course pour le leadership régional, notamment face à d'autres Etats comme l'Egypte et l'Arabie Saoudite qu'il concurrence directement en intervenant dans leurs zones d'influences traditionnelles, respectivement au Darfour en 2003 et au Yémen en 2008.
La médiation la plus importante du Qatar demeurait jusque la récente prise de Kaboul par les Talibans, celle qu'il avait réalisée au Liban en 2008 et dont le succès résulta de la conjonction de plusieurs facteurs : ses liens anciens au Liban, notamment à travers les investissements, et l'essor qu'ils ont connus depuis la guerre de 2006, couplés à son absence de tradition d'ingérence, sa politique de « *hedging* » et le fait d'être un médiateur acceptable pour les différentes parties libanaises et les acteurs externes influents au Liban.

Citons également son rôle auprès du régime Kadhafi dans l'affaire de la libération des infirmières bulgares. En 1999, des infirmières bulgares et un médecin palestinien travaillant dans un hôpital de Benghazi sont accusés par les autorités de Tripoli d'avoir intentionnellement injecté le virus du sida à plusieurs centaines d'enfants. Ceci constitue d'emblée une question de politique intérieure pour le régime libyen dans la mesure où les habitants de la ville de Benghazi, traditionnellement réticente au pouvoir de Khadafi, comme le confirmera la suite des événements, sont traumatisés par les nouvelles de la contamination. Les accusés sont incarcérés dans les prisons de la Jamahiriyya et condamnés à mort en 2004 ; verdict confirmé en décembre 2006 suite à huit longues années de procédures judiciaires. Néanmoins, la justice libyenne laisse entrevoir la possibilité de recourir à la loi islamique qui autorise une indemnisation financière des victimes en échange de l'annulation de la peine capitale. Kadhafi instrumentalise ce dossier dans l'objectif de faciliter son retour sur la scène internationale après des décennies d'isolement. Il est en effet conscient que la Bulgarie n'est pas en mesure de payer cette somme sans l'aide de l'Union Européenne dont elle est membre depuis le 1e janvier 2007. Mais la lenteur budgétaire de l'institution ralentit le processus d'extradition du personnel

médical vers Sofia. Le président français Nicolas Sarkozy prend donc l'initiative de mener des négociations avec le Guide libyen par l'intermédiaire d'un « Etat ami », le Qatar, pour aboutir à la libération des infirmières et du médecin le 24 juillet 2007 [8]. Il qualifie l'intervention de Hamad Ben Khalifa Al Thani dans cette affaire « d'extrêmement importante », de « geste humanitaire », reconnaissant à l'émirat « un rôle de premier plan » dans le dénouement de la crise [9]. Celui-ci aurait avancé la somme à l'Union Européenne, permettant ainsi la libération.

L'engagement dans les « printemps arabes » et l'isolement

L'image de marque du Qatar connait son apogée lorsque l'émirat remporte la candidature pour l'organisation de la Coupe du monde de football, dans son édition de 2022.
Presqu'au même moment, débute la vague des *« printemps arabes »* dans la foulée desquels le Qatar choisit de prendre parti pour les peuples arabes contre les dictatures. En effet, l'émir ne craint pas une exportation de cette vague d'agitation chez lui. Son pays dispose d'un faible poids démographique, ce qui permet un meilleur contrôle de la société par les autorités. La population bénéficie également des largesses de la rente gazière et n'est pas sujette au clivage sunnite/chiite.
Parallèlement, le soutien occidental progressif à ces soulèvements populaires, ou à certains d'entre eux, la tradition qatarie d'accueil des opposants politiques de pays arabes ou musulmans, ainsi que les succès remportés par des groupes qui lui sont idéologiquement proches, constituent autant d'éléments justifiant l'engagement de l'émirat en faveur de ces soulèvements. En effet, le vide laissé par les dictateurs déchus est rapidement accaparé par des partis qui se revendiquent de la mouvance des Frères Musulmans, proche de Doha. Le soutien à ces nouveaux régimes renforce la posture régionale du Qatar ainsi que son leadership. La politique de neutralité alors adoptée par Doha depuis 1995 est remise en cause, laissant place à un rôle plus interventionniste qui va jusqu'à la confrontation militaire et le financement de groupuscules islamistes divers.

Par son implication dans les *« printemps arabes »*, les autorités de Doha ont voulu d'abord montrer à leurs alliés occidentaux qu'elles sont en faveur de la démocratie et s'engagent donc aux côtés des peuples contre leurs dictateurs. Elles profitent parallèlement de la faiblesse des puissances régionales traditionnelles pour s'imposer sur la scène moyen-orientale, notamment en affaiblissant davantage certaines d'entre elles, soit l'Egypte et la Syrie. Aussi, le Qatar est-il devenu un acteur incontournable sur toutes les scènes des *« printemps arabes »*, soit dans son soutien à certains gouvernements « post-révolutionnaires » et à leurs économies qui peinent à décoller, soit dans son financement de groupes armés sur le terrain ou via sa chaine Al Jazeera. Néanmoins, l'émirat ne semble pas avoir réussi son interventionnisme, n'ayant su maintenir une présence dans tous les pays concernés.

De nombreux observateurs lient ainsi l'abdication de Hamad Ben Khalifa Al Thani au profit de son fils Tamim en juin 2013 à un échec en Syrie, et plus globalement dans les autres pays où le Qatar est intervenu. Ni en Libye, ni en Tunisie, ni en Egypte les courants locaux issus de la mouvance des Frères Musulmans n'ont pu se maintenir au pouvoir. A Damas, le maintien du président Bachar Al Assad au pouvoir d'une part et la multiplication des atrocités sur le terrain ont terni l'image du Qatar qui jouissait d'une popularité dans le monde arabe. La visibilité recherchée a certes été acquise, mais la quête d'influence qui en découle s'est vue limitée.
L'accès au pouvoir du nouvel émir marque un ralentissement de l'interventionnisme qatari dans les affaires arabes. Mais ses relations se dégradent très vite avec l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et le Bahreïn, qui rappellent leurs ambassadeurs en poste à Doha en mars 2014 [10]. Le refus des choix extérieurs de Doha, notamment son implication dans les « printemps arabes » et son soutien au Frères Musulmans constituent la principale cause de la détérioration de ses relations avec ses voisins. La normalisation ne s'effectue qu'à la suite de l'expulsion de leaders fréristes exilés à Doha.

Mais en juin 2017, ces mêmes Etats rejoints par l'Egypte soumettent le Qatar à un blocus pour tenter de le ramener à l'ordre saoudien, dénonçant ses liens avec la confrérie et avec l'Iran et l'accusant de soutenir le terrorisme international. La levée cet endiguement est conditionnée par une série de demandes qui paraissent irréalisables, au-devant desquelles la fermeture d'Al Jazeera et la rupture des liens avec Téhéran.
Si pendant longtemps aucun des acteurs concernés ne semblait être prêt à renoncer à ses positions, le début de l'année 2021 témoigne de la fin de l'embargo, sans aucune concession de la part du Qatar. Embargo qui s'est par ailleurs avéré contre-productif dans la mesure où le ravitaillement de Doha en nourriture et autres produits à partir de l'Iran a renforcé les relations bilatérales. De même que l'alliance stratégique avec Ankara s'est solidement confirmée, notamment avec la construction d'une base militaire turque à Doha et le déploiement de plus de 5000 soldats.

Enfin, les tentatives émanant de capitales européennes ou de Washington pour mettre fin à la crise sont le fruit de relations politiques et économiques habilement tissées sous le règne de Hamad Ben Khalifa Al Thani, l*e fonds d'investissement souverain qatari étant l'un des plus actifs au monde*, notamment dans les grandes métropoles. En effet, la crise financière de 2008 constitue une aubaine pour l'émirat qui profite ainsi de la diminution des cours pour racheter des entreprises jouissant d'un potentiel de rentabilité mais qui manquent de liquidités. Des noms tels que la Barcleys Bank, le London stock exchange, la bourse de Stockholm, le Crédit Suisse, Volkswagen, Sainsbury, Harrods, Porsche, Véolia, Vinci, Vivendi, Lagardère, Porshe ou encore Tiffany's sont concernés par ses investissements. Il est également présent dans le secteur des minerais et matières premières telles qu'Iberdrola, Xstrata et European Goldfields. En outre, le fond souverain du Qatar est devenu en l'espace de quelques années le premier acquéreur immobilier de la planète, avec une présence dans trente-deux Etats différents, via sa branche spécialisée la Qatari Diar Real Estate Company [11]. En 2012, près de 80% des propriétés achetées par le fond se trouvent à Londres ou à Paris [12]. Il possède par exemple, entièrement ou partiellement, des hôtels de luxe en France, de nombreux bâtiments à Londres, dont le Shard, tour la plus haute d'Europe, le Canary Wharf et le village olympique londonien. Il est de même le principal actionnaire du Washington DC City Center situé au cœur de la capitale américaine. En effet, une conversation entre l'ambassadeur des Etats-Unis à Doha et un membre du conseil d'administration du fond dévoile que l'émirat cible particulièrement des projets situés aux Etats-Unis et en Europe [13]. L'investissement dans les grandes villes, de quelle que nature qu'il soit, confère au Qatar une visibilité et une réputation sur la scène internationale. Il participe de ce fait à la promotion de son image de marque nationale, au même titre que l'investissement dans certains domaines tels que la culture, l'art et le sport. Il contribue à forger l'image d'un

pays stable et économiquement puissant, indispensable au positionnement politique régional et international du Qatar. L'envergure des placements Qataris en France, mais surtout en Grande-Bretagne où ils atteignent dix milliards de dollars en 2010 fait de l'émirat un partenaire privilégié de ces puissances [14]. Ils permettent à l'Etat d'accroitre son influence et de renforcer ses relations politiques. Ce dernier développe ainsi des rapports basés sur une réciprocité d'intérêts, s'attirant la protection des pays où il investit et devient incontournable dans leur politique moyen-orientale.

La médiation du Qatar en Afghanistan

« Aucun n'Etat n'a mieux agi que le Qatar » affirme Anthony Blinken, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de l'administration Biden suite au rôle joué par le Qatar au lendemain de la prise de Kaboul par les Talibans en août 2021. L'émirat procède en effet à une importante opération d'évacuation, soit près de 120000 personnes concernées, en particulier des ressortissants américains, dont la moitié environ transite par Doha. La prise de contrôle de l'Afghanistan par les Talibans et le climat de panique généralisée qui s'en suit ont rapidement dépassé la capacité de l'armée américaine à gérer la situation. Les États-Unis se tournent donc vers Doha pour « sous-traiter » les rapatriements, hébergeant ainsi des milliers d'individus à titre temporaire sur son sol, notamment sur la base militaire américaine d'Al Udeid et ses alentours.
Le Qatar dispose en effet d'un canal de communication ouvert avec les Talibans depuis 2013, date à laquelle une représentation officielle du groupe ouvre ses portes à Doha, avec le consentement de Washington. A l'époque, les Etats-Unis étaient soucieux de garantir un lieu « neutre » qui pourrait accueillir d'éventuels pourparlers avec la formation extrémiste, encore active dans certaines régions afghanes. Il s'agissait alors de préparer le retrait à venir de ses troupes qui occupent le pays depuis l'opération Enduring Freedom lancée en riposte aux attentats du 11 septembre 2001. Sans doute, l'administration Obama était-elle consciente des défis que supposerait le contrôle de ce pays dont le relief montagneux a su contraindre Grecs, Perses et Russes au cours de l'Histoire contemporaine et plus ancienne.
Le Qatar se présente donc comme le médiateur idéal pour les convaincre d'adhérer à une hypothétique solution politique. D'autant plus que les seuls Etats qui avaient reconnu leur régime après leur première prise de pouvoir en 1996, à savoir l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et le Pakistan ont changé de politique à leur égard, compte tenu des évolutions régionales et de leurs priorités internes. En l'occurrence, pour les « rivaux » de Doha, notamment Abou Dhabi, contrer l'influence de tous les mouvements politiques islamistes est devenu un principe directeur en matière de politique étrangère.

Aussi, le Qatar a-t-il servi d'intermédiaire en 2014 lors des négociations sur la libération du sergent Bowe Bergdahl, qui a été échangé contre cinq prisonniers talibans.
Puis, en février 2020, les États-Unis concluent « l'Accord pour ramener la paix en Afghanistan » avec les Talibans, signant dans la foulée une déclaration avec le gouvernement afghan afin d'encourager le lancement d'un processus de paix entre les différents acteurs locaux. Suite à de longs pourparlers, ces derniers se réunissent pour la première fois à Doha en septembre 2020 dans l'optique d'un cessez-le-feu et d'un règlement politique du conflit. D'autres cycles de négociations se tiennent début 2021, mais les violences se poursuivent sur le terrain jusque le chute de Kaboul aux mains des fondamentalistes.
Les événements ont été retransmis en direct sur la chaîne d'information Al Jazeera, dont les journalistes ont bénéficié d'un accès exclusif aux responsables talibans et aux scènes montrant les combattants du groupe entrant dans le palais présidentiel. Cela n'est pas sans rappeler l'exclusivité accordée à cette même chaine en 2001 lors de l'invasion du pays par les Etats-Unis.
Outre l'évacuation de citoyens occidentaux, le Qatar a facilité le dialogue avec la Turquie qui aspirait déjà depuis le mois de juin 2021 à la gestion de l'aéroport Hamid Karzai, seul aéroport du pays. Fervente alliée de Doha, Ankara accroit ainsi son influence dans le monde musulman, notamment en Asie centrale, redorant par la même occasion son blason auprès de Washington. Cette dernière dispose d'intérêts géoéconomiques majeurs en Afghanistan, à savoir, d'importants projets d'infrastructure dont la protection est essentielle à la mise en œuvre des politiques, au maintien d'une gouvernance…et aux intérêts américains. En effet, comme souligné dans la stratégie américaine pour l'Asie centrale, les Etats-Unis entendent faire de l'Afghanistan un centre de transit pour le commerce extrarégional [15]. Il s'agit non seulement de reconstruire le pays, mais qui plus est, de fournir aux États d'Asie centrale de nouvelles routes commerciales qui contournent la Russie.
Aujourd'hui, le Qatar poursuit sa médiation auprès des différentes factions afghanes en vue de les ramener à la table des négociations. Il a de même exhorté les Talibans à former un gouvernement inclusif, en s'appuyant sur d'autres partis, tout en incitant les gouvernements étrangers à coopérer avec les nouveaux dirigeants de l'Afghanistan. Par ailleurs, les 9 et 10 octobre 2021, il accueille en sa capitale des discussions directes entre des représentants de l'administration Biden et les Talibans. S'il est encore trop tôt pour en juger des résultats, celles-ci s'avèrent prometteuses pour la suite du processus de stabilisation du pays et de la lutte contre le terrorisme.
Enfin, le regain du prestige du Qatar confirme le rôle qu'il s'était forgé il y a une quinzaine d'années alors qu'il cherchait à devenir puissance, dans le but ultime de protéger sa souveraineté. Mais cette médiation comporte également des dangers importants, liés à la façon dont les Talibans entendent exercer leur autorité. L'émirat court donc le risque de ternir sa réputation s'il est perçu comme trop prompt à embrasser un gouvernement brutal et irrespectueux des droits des femmes et de l'Homme en général. D'autant plus que le 23 mars 2022, les autorités de Kaboul décident brutalement de priver les filles de l'accès à l'éducation en fermant leurs écoles et en les renvoyant chez elles, quelques heures seulement après la reprise des cours.

En définitive, les médiations entreprises par le Qatar ne sont généralement des succès que sur le moyen, voir le court terme. Le leadership qatari ne résout en effet pas les origines du problème, qu'il ne connait par ailleurs pas forcément en détail, mais tente d'arriver à des compromis par le biais d'incitations financières. Dans le cas de l'Afghanistan, celles-ci s'avèrent indispensables pour le développement du pays et son intégration à son environnement régional et plus global. Le groupe au pouvoir paraît quant à lui plus ouvert à une collaboration avec la communauté internationale et multiplie ses assurances à l'égard de ses concitoyens. La médiation qatarie parviendra-t-elle pour autant à résoudre durablement le problème ? Le nouveau régime renoncera-t-il à sa nature autoritaire et intolérante dans un pays au visage multiethnique et dans lequel les femmes refusent désormais le retour en arrière ?
Par ailleurs, l'observation du cas qatari met en évidence ses difficultés en tant que petit Etat à agir seul : l'accès au statut de puissance régionale n'a pu se faire que dans la mesure où ses intérêts se croisaient avec ceux de puissances plus grandes, en l'occurrence, les Etats-Unis. Il demeure néanmoins indéniable

qu'aucun allié régional n'est indispensable pour les grandes puissances.
La question se pose donc de savoir si un petit Etat peut durablement devenir une puissance et sous quelles conditions. Cela dit, les Etats du Golfe en particulier sont plus aptes à se développer au sein d'organisations de type régional, à l'instar d'un Conseil de Coopération du Golfe réformé, où ils mettraient leurs forces en commun pour compenser les faiblesses résultant de l'exiguïté de certains pays. Dans ce cas, des mécanismes de régulations devraient être élaborés pour éviter la domination de l'un des membres, l'Arabie Saoudite en particulier, sur les autres. Ils pourraient ainsi s'imposer comme puissance sur la scène internationale, d'autant plus que la zone géographique où ces Etats sont situés se trouve être la plus riche au monde en hydrocarbures. Mais cela semble fort peu plausible au vu de leurs rivalités actuelles et de leurs intérêts stratégiques souvent opposés.

Lama Fakih, le 9 juillet 2022

Notes

[1] Le Qatar est peuplé d'environ 500000 habitants en 1995, The demographic profile of Qatar (http://www.escwa.un.org/popin/members/qatar.pdf),

[2] Sur le concept de souveraineté voir : BODIN, Jean. Les Six Livres de la République. Paris : LGF- Livre d Poche. 1993. 607 pages. BADIE Bertrand. Un Monde sans souveraineté, les Etats entre ruse et responsabilité. Paris : Fayard. 1999. 306 pages.

[3] Entretien avec le ministre des affaires étrangères qatari, Fox News, 22 septembre 2021.

[4] Sur le concept de Hedging en relations internationales voir : GOH, Evelyn. « Southeast Asian Perspectives on the China Challenge », Journal of Strategic Studies, juillet 2007. Volume 30, Issue 4-5. P. 809-832. KUIK, CHENG CHWEE. « The essence of hedging : Malysia and Singapore's Response to Rising China »,Contemporary Southeast Asia, 2008. Volume 30, n°2. P. 163.

[5] Le terme est utilisé pour la première fois par le ministre des affaires étrangères australien Gareth Evans (1988-1996), entendant l'idée de spécialisation.
Voir : HENRIKSEN Alan. "Niche Diplomacy in the World Public Arena : The Global 'Corners' of Canada and Norway", 'in MELISSEN Jan (ed), The New Public Diplomacy : Soft Power in International Relations. New York : Palgrave Macmillan. 2005.

[6] Sur la diplomatie de niches voir aussi : COOPER Andrew. Niche diplomacy : Middle powers after the cold war. New York : Palgrave Macmillan. 1997. 221 p.

[7] LAKATOS Istvan. The Potential Role of Small States and their "Niche Diplomacy" at the UN and in the Field of Human Rights, with Special Attention to Montenegro. Pécs Journal of International and European Law - 2017/I. (http://ceere.eu/pjiel/wp-content/uploads/2017/07/201701_06.pdf)

[8] Conférence de presse de Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la libération des infirmières Bulgares et du médecin Palestinien détenus en Libye, à Paris le 24 juillet 2007 (http://discours.vie-publique.fr/notices/077002369.html)

[9] Ibid. Journal télévisé de 20h, France 2, 24 juillet 2007 (http://www.dailymotion.com/video/xfchlr_20-heures-emission-du-24-juillet-2007_news)

[10] La tabi'ina li ahad..hazihi Qatar. Al Raya. 6 mars 2014. P.1, 19, 35.

[11] KEMRAVA, Mehran. Qatar, small state big politics. London : Cornell University Press. 2013. P.99

[12] BILL, Tom. Qatar Top Sovereign Europe Property Buyer with 6 Weeks Gas Cash. Reuters. 17 août 2012. (www.reuters.com/article/idUSL6E8JF4PU20120817?irpc=932)

[13] Qatar Investment Authority's 2010 investment strategy outlined, Wikileaks, 09DOHA691, 25 novembre 2009.

[14] LOW, Valentine. Full pomp and pageantry as Qatari royals are welcomed. Times. 27 octobre 2010. P.15

[15] United States Strategy for Central Asia 2019-20250. (https://kz.usembassy.gov/wp-content/uploads/sites/46/United-States-Strategy-for-Central-Asia-2019-2025-1-1.pdf)